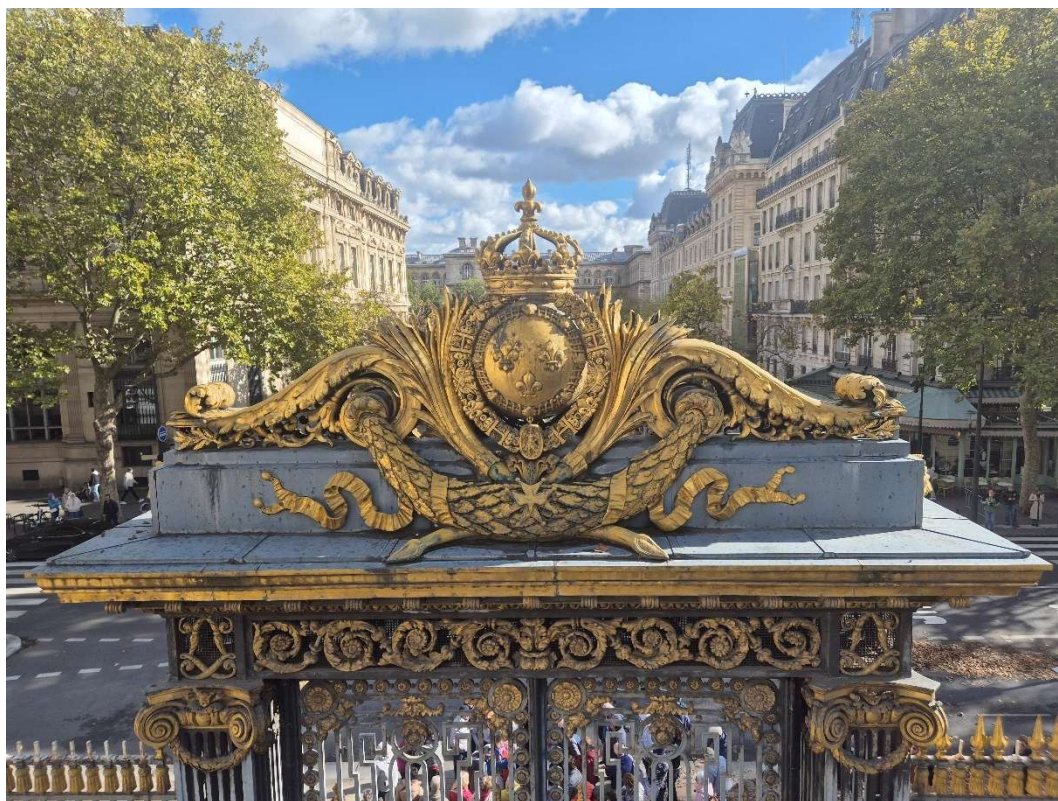


M A Î T R E D ' O U V R A G E  
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE  
7 5 - P A R I S 1<sup>ER</sup> A R R O N D I S S E M E N T  
**P A L A I S D E J U S T I C E**  
MISSION 1 – MISE EN SECURITE ET MAINTIEN EN FONCTIONNEMENT



FEVRIER 2026

P.R.O. / D.C.E.

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**  
**Lot 2 : Serrurerie et sureté**



2BDM ARCHITECTES - 60-62 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS - [CONTACT@2BDM.FR](mailto:CONTACT@2BDM.FR)

TEL : +33 1 42 26 76 10 - FAX : +33 1 42 26 76 22 – SARL D'ARCHITECTURE AU CAPITAL DE 66.750 EUROS - RCS PARIS N°: 513 437 046

**SOMMAIRE**

|  |          |
|--|----------|
| <b>GÉNÉRALITÉS.....</b>  | <b>3</b> |
| 1. CLOTURES DE CHANTIER ET INSTALLATIONS DE CHANTIER PROVISOIRES .....             | 9        |
| 2. PORTAILS METALLIQUES ET TUNNELS .....   | 10       |
| 3. CLOTURE METALLIQUE HAUTEUR 2,50 M – DISPOSITIF ANTI-INTRUSION (PROVISION) ..... | 13       |
| 4. CONSTAT D'ETAT DES LIEUX .....  | 13       |
| 5. PROTECTIONS DES OUVRAGES CONSERVES ET ZONES TRAVERSEES .....                    | 14       |
| 6. GARDIENNAGE PENDANT LA DEPOSE ET JUSQU’A LA REPOSE DU PORTAIL PROVISoire .....  | 14       |
| 7. TRAVAUX EN REGIE.....   | 16       |

## **GÉNÉRALITÉS**

## GÉNÉRALITÉS

### Objet du chantier - Etendue des travaux

La présente opération a pour objet la mise en sécurité et le maintien en fonctionnement du Palais de Justice de Paris (75001).

Les travaux sont répartis en deux lots selon la décomposition suivante :

- Lot 1 : Ferronnerie d'art
- Lot 2 : Serrurerie et sûreté

### Connaissance des lieux

L'entrepreneur devra avoir pris connaissance, par une visite approfondie du site :

- des ouvrages existants,
- des mesures de sécurité propres à l'établissement et conditions d'accès imposées par le gestionnaire,
- de la nature, l'étendue et l'emplacement des travaux à réaliser,
- de la présence de plomb, et en conséquence, intégrer dans son offre toutes les sujétions nécessaires,
- des disponibilités en eau et en électricité,
- des caractéristiques des installations nécessaires à l'exécution des travaux,
- des interdictions de nuisances vis-à-vis des tiers : bâtiments voisins, riverains, etc.,
- des itinéraires obligatoires à emprunter, compte tenu des conditions d'usage des cours,
- des possibilités de stationnement et de giration des camions de livraison et des camions pour l'évacuation des déchets,
- le maintien des accès et circulations relatifs à des interventions extérieures à la présente opération,
- des possibilités de stockage.

Il ne pourra ainsi relever ultérieurement aucune réclamation ou demander de supplément pour difficultés inhérentes à la réalisation des ouvrages telles que : règlements, stationnement, accès

au chantier, circulation, approvisionnement et stockage des matériaux ou tout autre élément pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues.

### Connaissance du projet

L'entrepreneur devra prendre une complète connaissance des documents graphiques et du présent cahier des clauses techniques particulières. Ces documents ont pour but de renseigner d'une manière générale les soumissionnaires sur la nature et le relevé des ouvrages à réaliser, ils se complètent réciproquement. Les discordances éventuelles devront être signalées par écrit au maître d'œuvre pendant le délai de remise des offres ou lors de la remise des offres. Passé ce délai, les entrepreneurs ne pourront plus se prévaloir d'une quelconque contradiction entre les pièces écrites et les documents graphiques.

Les plans et la description des ouvrages n'ont aucun caractère limitatif ; ainsi, l'entrepreneur est tenu de les compléter lui-même et de prévoir pour l'établissement de ses prix unitaires et forfaitaires, toutes les prestations à prendre en compte pour le parfait achèvement des ouvrages projetés.

Par sa compétence en travaux de Monuments Historiques et son expérience professionnelle, l'entrepreneur devra compléter les indications données par les documents graphiques et le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

De ce fait, les soumissionnaires ne pourront en aucun cas arguer d'erreurs ou d'omissions sur les plans et devis pour demander un supplément quelconque sur les montants de leurs prestations. De même, aucun supplément ne pourra être accordé pour des compléments qui ne seraient que des obligations résultant des règles de l'art, et le maître d'œuvre sera toujours en droit de refuser les ouvrages qui n'auraient pas la perfection voulue.

### **Normes et règlements**

L'entrepreneur titulaire d'un lot devra se référer tant en ce qui concerne la qualité des matériaux qu'aux conditions de leur mise en œuvre aux prescriptions techniques des documents suivants dont les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- les normes européennes Eurocodes,
- les normes françaises publiées par l'AFNOR,
- les documents techniques unifiés (DTU) établis par le C.S.T.B Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et d'une manière générale toute publication de cet organisme (Cahier des charges, règles de calculs, spécifications, recommandations, guides, etc.),
- les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat, dans leur version la plus récente.
- Portes/portails : EN 13241 (exigences produit), EN 12604/12605 (sécurité usage)
- Structures acier : EN 1090 (EXC à définir, mini EXC2), EN ISO 12944 (systèmes de peinture), EN ISO 1461 (galvanisation à chaud), thermolaquage : EN 13438 / label Qualisteelcoat.
- Soudage : EN ISO 3834, qualifications opérateurs.
- Quincaillerie : marquage CE, inox A2/A4 ou acier zingué à chaud selon exposition.
- Fixations : ETAG/EAD ancrages.
- Accessibilité/Sécurité : éviter pinçages/cisaillements, jeux contrôlés, butées et arrêts de vent, dispositifs anti-soulèvement.

**Nota :** Les travaux de restauration nécessitent parfois l'utilisation de matériaux anciens, de matériaux de récupération et/ou de mise en œuvre traditionnelle, non conformes aux règles de construction modernes et notamment aux normes, D.T.U. et règles de calculs.

L'entreprise devra tenir compte de cette particularité, notamment au regard de la réglementation du travail et devra justifier d'une garantie spéciale couvrant sa responsabilité pour ces ouvrages.

### **Exécution des travaux**

Les travaux seront toujours exécutés conformément aux directives de l'architecte ou soumis à son approbation. L'attention des entreprises est attirée sur le fait que l'ensemble des travaux projetés devra être exécuté avec le soin et la rigueur indispensable à la réalisation d'ouvrages de qualité.

Les procédés et les techniques modernes d'exécution des travaux ne seront acceptés que dans la mesure où ils ne seront pas contraires aux techniques ou procédés nécessaires pour conserver aux édifices anciens leur structure et leur aspect.

### **Nuisances**

L'entreprise tiendra compte dans son offre de toutes les sujétions découlant des obligations réglementaires et liées à l'environnement du site concernant les nuisances, entre autres :

- des bruits des engins,
- des ondes vibratiles solidiennes,
- des poussières,
- des horaires de travail,
- etc.

Compte tenu de l'environnement du site, l'entreprise devra lors de son étude, tenir compte de tous les impératifs à respecter et les dispositions à mettre en place afin de maintenir les bruits de chantier dans les limites imposées par la réglementation en vigueur, voire de les minimiser. Il sera évité au maximum de recourir à l'emploi de matériels bruyants. Les techniques de mise en œuvre choisies seront clairement explicitées avant début d'exécution et l'entreprise veillera tout particulièrement à s'y conformer.

Dans le cas où ces dispositions seraient insuffisantes, le maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise de renforcer ces dispositions, lesquelles seront le cas échéant implicitement comprises dans les prix des marchés.

Les installations de chantier seront strictement réglementées. Aucune dérogation ne sera tolérée et en particulier, les stockages pouvant causer des accidents sont formellement proscrits.

Le circuit d'accès au chantier sera défini dès le début de celui-ci en accord avec les services compétents.

En aucun cas les ouvriers ne devront y déroger. Cette circulation servira d'accès au chantier pour le personnel et l'approvisionnement en matériaux.

La liste des dispositions énumérées ci-avant n'est pas exhaustive. L'entreprise la complètera en tenant compte de la spécificité de ses travaux.

### **Choix des matériaux**

Les matériels et matériaux utilisés seront de première qualité et exempts de toute détérioration pouvant mettre en cause leur résistance et leur apparence. Ils seront de provenance européenne. L'ensemble des produits mandés et des fabricants cités dans le présent document sont donnés à titre indicatif selon un choix esthétique et/ou technique établi en concertation entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour aider les entreprises dans leur offre technique. Les entrepreneurs pourront proposer tout autre produit équivalent à ceux mentionnés sous réserve que la qualité, l'aspect et les caractéristiques correspondent aux exigences techniques demandées et que ces produits disposent d'un avis technique en cours de validité établi par le C.S.T.B.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise adjudicataire de vérifier à ses frais, au moyen d'essais ou d'analyses la qualité des matériaux employés.

En cas de litige entre le maître d'œuvre et l'entreprise, les marques et types de matériaux indiqués devront être respectés.

## Travaux en présence de plomb et amiante

### 1. Travaux de déplombage :

S'agissant de monuments existants, l'attention des entreprises est attirée sur la présence éventuelle de poussières de plomb sur les parements intérieurs et extérieurs (notamment sur les façades, charpentes, couvertures, sols...).

La réglementation en matière de protection des travailleurs contre les risques liés au plomb est applicable en totalité. Les mesures relatives à la protection des personnes intervenantes, protections individuelles, collectives, protocole d'intervention de non-contamination des installations de chantier, récupération des déchets et élimination, suivant les recommandations de la sécurité sociale et de l'inspection du travail sont incluses dans le prix de l'offre.

Toutes les mesures de protections seront prises en compte selon les prescriptions de l'éventuelle notice PGC établie par le coordonnateur SPS.

Les précautions à prendre, l'établissement de protocoles, l'achat des équipements spéciaux, les indemnités diverses versées aux compagnons ou au personnel de l'entreprise sont à la charge des entreprises concernées et donc inclus dans le prix global soumissionné.

Chaque entrepreneur qui crée le risque par l'exécution de ses travaux aura à sa charge les mesures de traitement réglementaires de neutralisation ou de retrait et les dispositions (toutes fournitures comprises) de prévention collectives et individuelles. Les dépenses afférentes sont incluses dans le montant de l'offre de chaque entrepreneur, y compris toutes les installations provisoires d'isolement et de décontamination.

### Travaux de désamiantage :

Conformément aux dispositions et aux directives des Services de l'Inspection du Travail, de la D.D.T.E, de la sécurité sociale et de l'OPPBTP, la prestation du présent lot comprend :

- l'établissement du plan de retrait et diffusions aux organismes de prévention et de contrôle,
- les installations réglementaires telles que zones de confinement, sas et salles blanches selon le cas,
- le barriérage ou clôturage du bâtiment pendant les travaux de désamiantage et les panneaux normalisés signalant le danger « Amiante » entre autres,
- les équipements spécifiques (EPI) et les installations de chantier propres au lot,
- la dépose des éléments amiantés ou présumés amiantés (MCA friables et non friables),
- les manutentions et stockages temporaires dans zones clôturées et protégées,
- les mesures libératoires, tests à la lingette et le nettoyage de restitution des zones désamiantées,
- le repli des installations,
- l'enlèvement, le chargement et transport des déchets amiantés vers un centre agréé dans les conditions prévues par la loi et les règlements,
- la production de l'attestation du suivi des déchets et le procès-verbal de désamiantage qui sont à fournir au Maître d'Ouvrage.

**Nota :** Le diagnostic plomb et amiante sera réalisé par le maître d'ouvrage et communiqué à l'entreprise avant le commencement des travaux.

## **ASSURANCES – RESPONSABILITÉS**

Avant toute intervention, l'entreprise doit remettre au maître d'ouvrage :

Une attestation d'assurance transport couvrant l'ensemble des risques liés au transport des vantaux. Les conditions générales et particulières de la police d'assurance. La preuve que les garanties sont valables pour toute la durée des opérations de dépose, de transport et de stockage.

L'entreprise demeure pleinement responsable des ouvrages qui lui sont confiés jusqu'à leur restitution ou leur remise en œuvre, et ce, indépendamment de l'existence de l'assurance. Tout dommage constaté sur un élément transporté sera réparé ou remplacé à la charge exclusive de l'entreprise, sans incidence sur le délai contractuel.

## **SURETÉ**

L'entrepreneur en charge de ce lot devra veiller à la sureté pendant le déroulement du chantier en lien étroit avec le COMILI.

En amont de la dépose des vantaux (hors lot), conjointement avec l'autre entreprise, il devra présenter un protocole afin de maintenir la sureté du site. Ce protocole devra être validé par le COMILI (service chargé de la protection du Palais de Justice). L'entrepreneur du présent lot, devra intégrer toutes les demandes complémentaires pour répondre à la sureté durant l'exécution de ses prestations.

L'entreprise devra donc prévoir la mise en place de prestations complémentaires pour pallier la baisse de sureté lors de la dépose des vantaux validé en amont par le COMILI et la maîtrise d'œuvre.

## **TRAVAUX PREPARATOIRES**

### **Moyen d'accès spécifiques aux zones d'intervention**

L'entrepreneur du présent lot devra l'installation des échafaudages (fixe, roulant, grue etc...) et protections nécessaires (compris toutes sujétions de fixation et de calfeutrement) ainsi que tous les équipements spécifiques indispensables pour la mise en œuvre de ses prestations. Il en devra la vérification et l'entretien pendant la durée des travaux ainsi que les pose, remaniement, dépose, installations multiples, location, et double transport. Les opérations de manutention doivent être réalisées par du personnel qualifié et avec des équipements conformes aux normes en vigueur.

## **INSTALLATION DE CHANTIER**

L'entrepreneur se référera au PIC ainsi qu'au CCAP et tous autres documents nécessaires pour la réalisation des travaux du présent lot. Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra se référer aux Normes Françaises, Européennes et Documents Techniques Unifiés (DTU).

Le Palais de Justice, instaure différentes règles et consignes à suivre afin de maintenir et garantir la sécurité du site et de ses occupants. Le COMILI (le commandement militaire) pourra interférer dans tous les protocoles de livraison présentés, ou des plans de mise en place des installations de chantier. Le PIC sera transmis pour validation. L'entrepreneur de ce lot, veillera à inclure toutes les demandes et recommandation du COMILI.



Ces plans seront établis par l'entreprise du présent corps d'état sur la base du dossier de consultation, pendant la période de préparation des travaux fixée au CCAP, en accord avec tous les corps d'état et présentés au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS, au pilote et aux services compétents, pour approbation. Les plans d'EXE devront faire l'objet de plusieurs aller-retour et validations par la ville et la préfecture.

Ces plans préciseront (liste non exhaustive) :

- Les accès et la signalisation extérieure au chantier.
- Les voies de chantier avec les sens de circulation.
- L'implantation des clôtures, portails et portillons.
- Les zones et aires de stockage.
- Les surfaces de voiries à protéger par dallage béton et autres dispositions particulières.
- Les installations électriques du chantier.
- Les réseaux de distribution d'eau (intérieurs et extérieurs).
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage du chantier, extérieur.

Ces plans sont évolutifs en fonction de la dépose des vantaux et la mise en place du portail provisoire et du portique. Les entreprises des autres corps d'état établiront et transmettront, pour validation par le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les plans, les positions et zones d'évolution des engins mobiles de levage nécessaires à la réalisation de leurs travaux. Sur ces documents seront également notées les précautions vis à vis des tiers et les dates de libération des emprises. Le raccordement des réseaux provisoires sera à soumettre à la maîtrise d'œuvre et au maître de l'ouvrage. Toute installation de baraquement, de stockage, même provisoire, est soumise à l'approbation du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS et du pilote.

Toutes les installations provisoires seront démolies et enlevées, pour les aires de stockage et de fabrication. Les emplacements seront remis en parfait état de propreté, y compris les abords lors de l'achèvement des travaux. Sauf accord écrit du maître de l'ouvrage, il est interdit aux entrepreneurs d'utiliser les locaux des bâtiments en cours de restauration pour leurs besoins propres, tels que dépôts, magasins, bureaux, réfectoires, dortoirs, etc. Les entreprises font leur affaire des réclamations de toute nature qui pourraient être présentées par les administrations ou les collectivités publiques pour usage des voies ou des réseaux publics. Il en est de même des travaux de nettoyage périodiques qui seraient exigés au même titre, le tout de manière que le maître d'ouvrage ne puisse être ni inquiété, ni recherché à ce sujet.

L'entreprise du présent lot est chargée des démarches auprès des services de voirie pour obtenir les autorisations d'occupation précaire des terrains hors emprises de la construction. Les frais relatifs à la location des surfaces correspondantes seront imputés à l'entrepreneur titulaire du présent lot.

## **1. Clôtures de chantier et installations de chantier provisoires**

L'entreprise titulaire du présent lot est chargée de **fournir, installer, modifier, adapter, entretenir et retirer l'ensemble des installations de chantier nécessaires** au bon déroulement des travaux, **pour elle-même et pour toutes les autres entreprises intervenant sur le chantier.**

Ces installations comprennent notamment :

- Clôtures de chantier, portails et accès
- Zones de stockage et aires de travail
- Signalisation et balisage

- Raccordements provisoires (eau, électricité, éclairage, etc.)
- Protections collectives et dispositifs de sécurité
- Moyens de nettoyage et d'évacuation des déchets communs

L'entreprise doit maintenir ces installations en bon état pendant toute la durée du chantier et les adapter selon l'avancement des travaux. Elle les retirera en fin de chantier et remettra les lieux en état.

**Localisation** : circonscription de l'ensemble de l'aire de chantier situé autour de la grille, à adapter selon le démontage des vantaux existants et la pose des portiques et portails provisoires. (Zone 1/Zone 2 /Zone 3)

## **2. Mise en place protections collectives contre le plomb**

Le titulaire devra fournir, installer et maintenir en parfait état de fonctionnement un sas personnel à trois compartiments destinés à assurer le confinement et à éviter toute dispersion de poussières de plomb. Ce sas comprendra successivement une zone propre (habillage), une zone intermédiaire équipée d'une douche avec alimentation en eau chaude et froide, et une zone sale en liaison directe avec la zone de travaux pour la dépose des EPI contaminés. L'ensemble sera réalisé en matériaux étanches (film polyéthylène 200 microns minimum ou panneaux modulaires), avec joints et portes assurant une parfaite étanchéité. La circulation sera obligatoirement unidirectionnelle (propre vers sale) et le dispositif maintenu en dépression si requis par le plan de prévention. Le titulaire assurera le nettoyage quotidien, la vérification de l'étanchéité et l'évacuation des déchets vers une filière agréée, conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra toutes les protections nécessaires à la création d'un compartimentage pour les 3 portails existants.

## **3. Portails métalliques et tunnels**

Fourniture et pose de tunnels et de portails, en tubes d'acier soudés, finition thermolaquage.

Constitution :

### **Vantaux :**

Le barreaudage sera réalisé par acier dimension dito grille existant traversant les traverses horizontales percées à cet effet et soudées sur tout leur périmètre.

L'écartement des barreaudages se conformera à la grille existante afin d'avoir une parfaite continuité et intégration.

Pose d'un habillage en plaques en acier thermolaquées, ou vernis en partie basse. Façonnage en atelier suivant les dimensions finies, remise d'un échantillon pour validation par le maître d'œuvre.

- 2 vantaux battants 50/50
- Trame verticale (barreaux carrés/rectangulaires), traverses fines, Sections "à l'ancienne" : profils laminés/forgés ou tubes à arêtes vives restituant l'effet des barres anciennes (éviter rayons trop importants).
- Alignements : correspondance avec les pilastres/grilles existants
- Garde au sol 60mm
- Poteaux acier S235/S275 tubulaires (ex. 120×120×5 mm ou selon note de calcul), platines base 12–20 mm, contre-platines, reprises d'efforts.

- coiffes des tubes en acier soudées, pente d'écoulement, événements de drainage.
- Renforts anti-soulèvement sur les gonds.
- Tolérances : planéité cadres  $\leq 2$  mm/m, équerrage  $\leq 2$  mm, parallélisme jeux  $\pm 1$  mm.
- Jeux réguliers visibles symétriques (alignements soignés).
- Réglages gonds pour obtenir jeux réguliers 4–6 mm, garde au sol 60–80 mm.
- Serrurerie : perçages précis, axes horizontaux, pas d'efforts parasites en fin de course.
- Manœuvre manuelle fluide (effort d'ouverture  $< 150$  N par vantail).
- Verrouillage net, sans point dur.
- Prévoir un double dispositif de fermeture : le premier par cadenas et le second par loquet.
- Equipement permettant la stabilisation et le maintien de la position ouverte des vantaux. Sabot à faire glisser en partie basse pour stabilisation des vantaux + deuxième accroche à hauteur d'Homme.  
L'entreprise devra proposer à la maîtrise d'œuvre un équipement approprié permettant d'atteindre cet objectif.
- Mise en place de 4 brancons par portail de renfort, utilisables en position ouvert et fermé – à mettre en place selon les demandes du comiti.

#### Quincaillerie :

- Pattes de fixation adaptées aux supports,
- Paumelles soudées, nombre de paumelles adapté aux dimensions de l'ouvrant,
- Crémone,
- Choix d'un système de quincaillerie adapté à la taille des vantaux à soumettre pour avis à la maîtrise d'œuvre, verrou haut et bas à tige,
- Serrure à canon de sûreté, sur organigramme
- Maille en acier ondulée intégrée, dimension, hauteur de pose d'ito existant,
- Gonds/pivots : gonds réglables sur platines, bagues bronze/PTFE, graisseurs.
- Poignées : ferronnerie sobre, finition identique.
- Arrêt de vent : arrêt au sol magnétique ou mécanique avec butée, plus verrou de parking par vantail.
- Butées : butée d'ouverture réglable en pied, butée de fermeture centrale au sol avec cale caoutchouc/PEHD.
- Charnières anti-dégondage ou ergots côté paumelles.
- Béquilles : relevables, à ressort, sabot acier caoutchouté.
- Visserie : inox A2/A4 apparente ; classe 8.8 zinguée à minima en parties non visibles.

Configuration, aspect et dimensions selon plan et détail de l'architecte à repréciser après un relevé précis du portail et de la grille existante.

#### Tunnels :

Suivant le carnet de détails architecte. L'ossature sera réalisée en profilés tubulaires soudés. Poteaux fixés sur tôle en acier à l'aide de platine soudée et de boulon inox avec écrou borgne comprenant :

- Montants verticaux de section d'ito existante fixée sur tôle en acier
- Lisse horizontale en tube fixée sur montants verticaux
- Cadre en acier
- Habillage du tunnel en tôle en acier fixée sur ossature métallique à l'intérieur et à l'extérieur à la charge du présent lot

- Côté extérieur, l'habillage sera réalisé par une maille en acier ondulée intégrée, dimension, hauteur de dito maille sur grille existante. Au-dessus, l'habillage sera réalisé comme décrit ci-avant, en tôle.
- Couverture en tôle,
- Pente permettant l'écoulement des eaux pluviales de 5%,
- Habillage de tous les raccords et jours périmétriques,
- Récupération des eaux pluviales par gouttière zinc peinte.

**Peinture :**

- Préparation : dégraissage, grenaillage SA 2½ (ou métallisation si requis), perçages de drainage/évents sur éléments tubulaires.
- Galvanisation à chaud (EN ISO 1461), épaisseur mini moyenne 70 µm (classe selon environnement C4 à C5).
- Égrenage/réactivation de surface.
- Thermolaquage polyester (EN 13438), label Qualisteelcoat système duplex, épaisseur ≥ 80 µm (total avec galva ≥ 150 µm).
- Teinte : RAL à définir
- Aspects : satiné 30–40 GU ; grain fin.
- Retouches chantier : kit apprêt zinc + poudre/liant conforme au système.

**Scellements :**

Scellement de l'ossature du portique et des vantaux en partie basse du pilastre. Après dépose au préalable des plaques d'acier pour réalisation des percements en condition plomb.

**Comprenant :**

- la protection des ouvrages conservés,
- le repérage des percements à réaliser,
- la réalisation des percements par tous moyens nécessaires,
- tous les renforcements éventuels,
- les protections liées au plomb,
- pose des ouvrages compris toutes sujétions,
- les calfeutrements après mise en place des ouvrages,
- tous les raccords nécessaires pour une parfaite finition (enduits, badigeons, peinture...).
- Pose de plaque en complément pour protection de l'intégrité de la maçonnerie de la base du pilastre en remplacement de la plaque de fer déposée en amont. Plaques en acier inoxydable finition brossée ou polie sur présentation d'échantillons à soumettre à l'architecte pour validation

**Colliers :**

L'entreprise devra réaliser un collier d'assemblage sur mesure, parfaitement adapté aux dimensions et à la géométrie du pilastre existant. Le collier devra :

- Enserrer le pilastre sans l'endommager.
- Assurer une reprise d'efforts suffisante pour l'ouvrage fixé.
- Permettre un réglage précis lors de la pose.
- Garantir la stabilité et la durabilité de l'ensemble.

La prestation comprend les études et **relevés précis** du pilastre (largeur, profondeur, irrégularités), ainsi que les notes de calculs pour justifier la mise en place et le nombre de collier.

La finition par peinture thermolaquée suivant RAL soumis à validation de l'architecte.

Calepin à soumettre

Le nettoyage final, la vérification des ancrages et remise des fiches techniques et attestations de conformité.

**Exe et fiches techniques :**

Relevé site : prise de côtes, topographie locale (pente, ressauts), nature du support.

Note de calcul : dimensionnement efforts vent (Eurocodes, zone/altitude), gonds/axes, flèches, ancrages, platines, poteaux et massifs.

Plans d'exécution : plans/coupes/élévations, détails de décors (trames, pointes, bagues), tolérances  $\pm 2$  mm sur cadres, schéma perçages de drainage.

Plan de réservation : fondations, attentes, fourreaux, ancrages.

Fiches techniques : quincaillerie, peinture, galvanisation.

L'entreprise devra fournir des équipements, matériaux, pièces complémentaires permettant l'entretien pendant 6 ans. (Pot de peinture dans la même teinte que la finition en tôle, cadenas complémentaires, attaches, fixation, m2 en tôle en plus, etc...). Cette liste sera à établir et à faire valider par le maître d'œuvre.

**Plus-value maintien sureté, Portails et tunnel 6 sud :**

Dans ce cas précis, le tunnel et l'ouverture des vantaux de ce troisième portail devront permettre le maintien de la sûreté du Palais et l'impossibilité de s'introduire dans le palais entre le tunnel et les tourniquets actuellement en place côté cour du Mai. Afin de garantir ce niveau de sûreté, le tunnel pourra être amené à être prolongé de la distance qui sépare ces deux entités (tourniquets / tunnel). Un relevé précis de l'entreprise devra permettre de statuer sur le dessin final de ce portail.

**Décomposition du poste :**

**3.1 Portail et tunnel central (1 unité)**

**3.2 Portail et tunnel de type latéral (2 unités)**

**3.3 Plus-value, maintien sureté, Portail et tunnel 6 sud (1 unité)**

**4. Clôture métallique hauteur 2,50 m – Dispositif anti-intrusion (provision)**

La prestation comprend la fourniture et la pose d'une clôture métallique rigide d'une hauteur minimale de 2,50 m hors sol destinée à empêcher toute intrusion sur le site. La clôture sera constituée d'une ossature à barreaudage, à mailles en acier anti-escalade (type 200 x 50 mm maximum), avec fils d'un diamètre minimal de 5 mm. Scellés dans des massifs en béton dosé à 350 kg/m<sup>3</sup> minimum, sur une profondeur suffisante pour assurer la stabilité de l'ensemble. Les fixations seront de type inviolable ou anti-vandalisme. L'ensemble devra être parfaitement aligné, d'aplomb, sans jeu ni déformation, et assurer une résistance mécanique conforme aux normes en vigueur. La mise en œuvre comprendra toutes sujétions nécessaires à la parfaite tenue dans le temps et à la fonction anti-intrusion de l'ouvrage.

**5. Constat d'état des lieux**

Avant le début du chantier, l'entrepreneur titulaire du lot fera établir un constat d'état des lieux en présence du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et d'un huissier de justice mandaté par l'entreprise.

Les frais de cet acte sont à la charge de l'entreprise qui devra fournir un constat constitué d'un rapport et d'un dossier photographique en 4 exemplaires papiers et 1 exemplaire informatique.

Ce constat portera sur :

- les extérieurs : voies d'accès, bâtiments, cours et ouvrages associés, zones de stockage et de cantonnement, zone de déchargement, passages chantiers, toutes les cours où des travaux seront réalisés, ainsi que les circulations et cheminements d'accès à aux cours, etc.,
- les intérieurs : les locaux mis à disposition par le maître d'ouvrages, etc.
- tous les autres endroits où les entreprises auront à intervenir.

En fin de travaux, un constat contradictoire sera établi en présence de toutes les parties ayant pris part à l'état des lieux initial.

## **6. Protections des ouvrages conservés et zones traversées**

Les zones traversées par les entreprises devront être protégées. Il en est de même pour les ouvrages conservés aux abords des interventions.

La prestation comprendra :

- la fourniture et la pose de protections de type panneaux de contreplaqué/ film polyane pour les ouvrages conservés proches des lieux d'intervention,
- les transports aller-retour et toutes manutentions,
- les multiples poses/déposes/reposes...
- toutes sujétions d'exécution,
- le nettoyage en fin de chantier.

## **7. Gardiennage pendant la dépose et jusqu'à la repose du portail provisoire**

Le gardien a pour mission d'empêcher toutes intrusions dans le Palais durant la dépose des vantaux et ce jusqu'à la mise en place et la réception du portail provisoire. La surveillance et le gardiennage seront assurés selon la décomposition horaire prévue au poste.

### ***Interaction avec le système de sécurité du Palais***

La prestation prévoit la signature et la réalisation d'une convention avec la sécurité du Palais, (prêt de matériel, de fonctionnement « hiérarchique » prise de décisions par les SSIAP du palais en cas de problématiques chantier impactant le palais...).

L'entrepreneur devra fournir les talkies nécessaires à la parfaite communication entre le personnel de sécurité du Palais et les SSIAP du chantier. Leur nombre sera défini en début de chantier.

### ***Qualité du personnel***

Le personnel, mis à la disposition pour l'exécution de la mission, sera sélectionné en fonction de la qualification nécessaire et suivant les règles imposées par la législation du travail.

Les qualités du personnel du titulaire devront être :

- sociabilité, constance, maîtrise de soi, respect des règles morales et civiques,
- esprit d'analyse, méthodique, rigoureux, sens des responsabilités,
- capacités relationnelles et rédactionnelles,
- sens de l'observation et capacité à réagir de manière adaptée,
- casier judiciaire vierge (art. 6 de la loi 83-629).

Dans l'éventualité où un ou plusieurs agents du titulaire auraient une conduite incompatible avec la bonne exécution, le maître d'ouvrage en informera par écrit le titulaire qui prendra immédiatement toute mesure susceptible de normaliser la situation.

Le personnel du titulaire sera, pendant toute la durée du marché, soumis à l'observation des consignes de sécurité du maître de l'ouvrage.

La condition de la mise en œuvre des consignes particulières de sécurité sera définie dès la prise d'effet du présent marché dans le cadre d'une concertation entre les représentants de la société intervenante et ceux de la maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre.

Le personnel ne pourra recevoir d'instructions particulières directement du maître de l'ouvrage ou du COMILI qu'en cas de force majeure ou si celle-ci constate, de la part du personnel, une infraction aux consignes de sécurité.

Le personnel mis en place devra avoir reçu la formation professionnelle prévue par la convention collective nationale relevant des entreprises de prévention et de sécurité, au plus tard dans un délai d'un mois compté à partir de la date de la mise à disposition.

Le niveau minimum requis du personnel mis à la disposition par le titulaire sera, suivant la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité :

- Agent de sécurité ;

### **Assurances**

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès du maître de l'ouvrage, de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence, manquements dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du maître de l'ouvrage, envers ses employés et les tiers, y compris le personnel des entreprises, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du maître d'ouvrage, des vols :

- commis par son personnel
- commis avec la complicité de son personnel
- ou par négligence, manquement ou omission à ses obligations professionnelles.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève des prestations, objet du présent marché, et ne se terminera qu'à l'expiration du marché.

En conséquence, le titulaire contractera, auprès de compagnies d'assurances bénéficiant de l'agrément du maître de l'ouvrage, toutes assurances propres à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui, en vertu du présent marché.

Le titulaire contractera notamment une assurance « Responsabilité Civile » pour tous les cas où cette dernière pourrait être engagée.

### **Décomposition du poste :**

- a. Agent de sécurité, 24/24h, 1j
- b. Agent de sécurité, 12/24h, 1 j
- c. Agent de sécurité, 24/24h, 1 j samedi
- d. Agent de sécurité, 24/24h, 1j dimanche

## 8. Travaux en régie

Provision d'heures en régie d'ouvrier qualifié rendue contractuelle par le présent CCTP pour diverses prestations dont la nature et l'étendue ne pourront être définies et déterminées avec précision qu'en cours de chantier.

Les prix souscrits comprendront toutes les primes et indemnités de toutes sortes ainsi que la valeur de l'outillage et le petit matériel utilisé.

Le temps passé sera reconnu par présentation d'attachements écrits à soumettre en temps opportun à l'acceptation de l'architecte.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les ouvrages de sa profession, utiles à l'exécution convenable et complète des travaux, de façon que leur achèvement dans les conditions déterminées par les documents contractuels ne donne lieu à aucun supplément, sauf modifications faisant l'objet d'ordres formels et écrits.

Le présent CCTP dressé par l'architecte,  
Paris, le 19 février 2026  
Christophe Bottineau

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Mention manuscrite "Lu et accepté"  
Signature et cachet de l'entrepreneur.